

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203361]

**8 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion et l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013 portant exécution du décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale, notamment l'article 6;

Vu le décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion, articles 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2, § 1<sup>er</sup>, alinéas 3 et 6, et 3, alinéa 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013 portant exécution du décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion;

Considérant que le Gouvernement wallon entend utiliser l'habilitation à lui conférée par l'alinéa 2, de l'article 1<sup>er</sup>, du décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion;

Compte tenu que les modifications apportées par le décret du 28 novembre 2013 modifiant le décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local ainsi que les modifications apportées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 janvier 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 portant exécution du décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local justifient l'utilisation de cette habilitation;

Que, néanmoins, en assimilant les agences de développement local à la définition de pouvoirs locaux au sens dudit décret, il n'appartient pas aux agences de développement local d'intervenir dans la gestion quotidienne des entreprises d'insertion;

Considérant également que le Gouvernement entend, par cette assimilation ne pas modifier les missions des agences de développement local telles qu'elles sont énumérées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local;

Considérant que le Gouvernement entend que les prises de participation dans le capital des entreprises d'insertion effectuées par les agences de développement local ne soient pas effectuées par le biais des subventions octroyées à celles-ci, conformément à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du décret du 25 mars 2004 précité;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 décembre 2013;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de Wallonie, n<sup>o</sup> 46/2013, donné le 20 janvier 2014;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, n<sup>o</sup> A. 1167, donné le 27 janvier 2014;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'Economie sociale, n<sup>o</sup> 16, donné le 3 février 2014;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 55.878/2 du Conseil d'Etat, sollicité dans un délai ne dépassant pas trente jours en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, et remis le 23 avril 2014;

Considérant qu'il convient de faire rétroagir au 31 janvier 2013 les dispositions du présent arrêté;

Considérant que cette rétroactivité doit être admise, à titre exceptionnel, parce qu'elle est nécessaire à la continuité du service public (en ce qui concerne les articles 2, 3, 4, du présent arrêté) et à la régularisation d'une situation de fait (en ce qui concerne l'article 1<sup>er</sup>, du présent arrêté);

Considérant en effet que, sans modification des délais fixés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, il s'en suivrait que les Services du Gouvernement wallon ne pourraient, compte tenu du nombre de dossiers à traiter, respecter ces délais et, en conséquence, devraient proposer des décisions de refus d'agrément;

Considérant que la rétroactivité respecte les exigences de la sécurité juridique et des droits individuels;

Considérant, en effet, qu'il y a de l'intérêt des demanderesse qui ont introduit un dossier de demande d'agrément et ce, depuis l'entrée en vigueur du décret du 19 décembre 2012 précité, à savoir à la date du 31 janvier 2013, de permettre aux Services du Gouvernement wallon de tenir compte des modifications apportées par le présent arrêté, afin de voir les demandes pendantes, analysées au regard des modifications que le présent arrêté contient;

Considérant que, sans ces modifications, les dossiers de demanderesse d'agrément devraient faire l'objet de décisions négatives ce qui, en conséquence, les priveraient de subventionnement, mettant ainsi à mal les emplois concernés;

Considérant qu'en aucune manière les modifications apportées par le présent arrêté ne remettront en cause l'instruction des dossiers qui ne sont pas concernés par celles-ci ni les actes administratifs posés depuis le 31 janvier 2013;

Considérant qu'en ce qui concerne la rétroactivité appliquée aux articles 2, 4<sup>o</sup>, et 5, dudit arrêté, celle-ci est restreinte à une phase transitoire, limitant, de ce fait, le pouvoir de dérogation conféré au Ministre;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles;  
Après délibération,

Arrête :

*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Modification apportée au décret 19 décembre 2012  
relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>, du décret 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion est complété par le littera suivant :

« j) les agences de développement local. ».

*CHAPITRE II. — Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013  
portant exécution du décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion*

**Art. 2.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013 portant exécution du décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, la seconde phrase est remplacée par la phrase suivante :

« Elle est signée par le chef d'entreprise ou, le cas échéant, par la personne habilitée à engager juridiquement l'entreprise d'insertion si une procédure d'engagement ou de remplacement du chef d'entreprise est en cours et si la demanderesse s'engage à conclure un contrat de travail avec le futur chef d'entreprise dans les six mois suivant la date de notification de l'agrément. Elle est accompagnée d'un dossier comportant : »;

2° au point 12° de l'alinéa 1<sup>er</sup>, du paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « ou, le cas échéant, par la personne habilitée à engager juridiquement l'entreprise d'insertion » sont insérés après les mots « du décret »;

3° au point 14° de l'alinéa 1<sup>er</sup>, du paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « effective ou planifiée, » sont insérés entre les mots « en cas de coexistence » et « d'un administrateur délégué et d'un chef d'entreprise »;

4° au paragraphe 1<sup>er</sup>, il est inséré, après l'alinéa 1<sup>er</sup>, un alinéa rédigé comme suit :

« Le Ministre peut, sur proposition de la Commission et selon les modalités qu'il détermine, accorder à la demanderesse qui en formule la demande dûment motivée, selon les modalités prévues à l'alinéa 2 de l'article 7, une dérogation à l'obligation de fournir un ou de plusieurs éléments énumérés à l'alinéa 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 3.** A l'article 7 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, peut être prolongé de maximum trente jours sur la demande motivée de la demanderesse et acceptée par l'Administration. Passé ces délais ou à dater de la complétude du dossier, le fonctionnaire délégué informe, dans les quinze jours, la demanderesse que l'Administration dispose d'un dossier complet ou que le dossier incomplet sera soumis, en l'état, à l'avis de la Commission et qu'il incombe dès lors à la demanderesse d'envoyer, dans les meilleurs délais, à l'Administration, les éléments manquants ou les arguments motivés expliquant l'impossibilité de l'envoi de ces éléments. ».

**Art. 4.** A l'alinéa 3 de l'article 7 du même arrêté, les mots « à dater de l'avis de complétude » sont remplacés par « à dater de cet avis relatif à la complétude ».

**Art. 5.** A l'article 8 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par : « Le Ministre peut également accorder une prolongation du délai pour la remise d'avis de la Commission, sur demande motivée de celle-ci. ».

**Art. 6.** L'article 15 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application du critère visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 6°, du décret, sont assimilés à des travailleurs défavorisés les travailleurs ne disposant pas du certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou d'un titre assimilé qui :

1° soit, ont fait l'objet d'un licenciement collectif au sens de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions;

2° soit, étaient occupés dans les liens d'un contrat de travail au sein de l'entreprise le jour de son agrément ou qui intègrent l'entreprise d'insertion agréée dans les six mois qui suivent la fin des activités et des contrats de travail y afférents :

a) d'une agence locale pour l'emploi;

b) d'une association sans but lucratif d'insertion socioprofessionnelle agréée par la Région wallonne;

c) d'un service ou organisme créé à l'initiative d'un des organismes visés aux points 1° et 2° ou à celle d'un centre public d'action sociale, d'une agence de développement local ou d'une association de centres publics d'action sociale visée au Chapitre XII de la loi organique des centres publics d'action sociale. ».

**Art. 7.** Les articles 1<sup>er</sup> à 5 du présent arrêté produisent leurs effets à la date du 31 janvier 2013 et les articles, 2, 4°, et 5 cessent d'être en vigueur au 31 décembre 2014.

**Art. 8.** Le Ministre qui a l'Economie sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 mai 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203361]

#### 8. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Dekrets vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013 zur Ausführung des Dekrets vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft, insbesondere des Artikels 6;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe, Artikel 1, Absatz 2; Artikel 2, § 1, Absätze 3 und 6; Artikel 3, Absatz 5;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013 zur Ausführung des Dekrets vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Absicht hat, von der Befugnis Gebrauch zu machen, die ihr durch Artikel 1, Absatz 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe erteilt wurde;

In der Erwägung, dass der Beschluss, von dieser Befugnisse Gebrauch zu machen, durch die Abänderungen, die durch das Dekret vom 28. November 2013 zur Abänderung des Dekrets vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen vorgenommen wurden, sowie die Abänderungen, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Januar 2014 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 zur Ausführung des Dekrets vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen vorgenommen wurden, gerechtfertigt ist;

In der Erwägung, dass, obwohl die lokalen Entwicklungsagenturen im Sinne dieses Dekrets mit der Definition der lokalen Behörden gleichgesetzt werden, es ihnen jedoch nicht obliegt, in die alltägliche Verwaltung der Eingliederungsbetriebe einzugreifen;

In der Erwägung ebenfalls, dass die Regierung durch diese Gleichsetzung nicht die Absicht hat, die Aufgaben der lokalen Entwicklungsagenturen, so wie sie in Artikel 3, Absatz 1 des Dekrets vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen aufgelistet sind, zu ändern;

In der Erwägung, dass die Regierung es so sieht, dass die Beteiligungen am Kapital der Eingliederungsbetriebe durch die lokalen Entwicklungsagenturen nicht anhand der Zuschüsse erfolgen, die Letzteren gewährt werden, in Übereinstimmung mit Artikel 3, Absatz 1, 6° des vorgenannten Dekrets vom 25. März 2004;

Aufgrund des am 29. November 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 5. Dezember 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 20. Januar 2014 abgegebenen Gutachtens Nr. 46/2013 des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 27. Januar 2014 abgegebenen Gutachtens Nr. A.1167 des "Conseil économique et social de Wallonie" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie);

Aufgrund des am 3. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens Nr. 16 des "Conseil wallon de l'économie sociale" (Wallonischer Rat der Sozialwirtschaft);

Aufgrund des am 23. April 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 55.878/2, dessen Abgabe binnen einer Frist von höchstens dreißig Tagen beantragt wurde;

In der Erwägung, dass die Anwendung der Bestimmungen vorliegenden Erlasses rückwirkend ab dem 31. Januar 2013 vorzusehen ist;

In der Erwägung, dass diese Rückwirkung ausnahmsweise zuzulassen ist, dass sie für die Kontinuität des öffentlichen Dienstes (was die Artikel 2, 3 und 4 vorliegenden Erlasses betrifft) und die Regularisierung einer tatsächlichen Lage (was den Artikel 1 vorliegenden Erlasses betrifft) notwendig ist;

In der Erwägung, dass, wenn die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013 festgelegten Fristen nicht abgeändert würden, die Dienststellen der Wallonischen Regierung angesichts der Anzahl zu behandelnder Akten die Fristen nicht einhalten könnten, und somit Beschlüsse zur Verweigerung der Zulassung vorschlagen müssten;

In der Erwägung, dass die Rückwirkung den Anforderungen der rechtlichen Sicherheit und der individuellen Rechte Rechnung trägt;

In der Erwägung, dass es nämlich im Interesse der Antragsteller ist, die ab dem Inkrafttreten des vorgenannten Dekrets vom 19. Dezember 2012, d.h. ab dem 31. Januar 2013, eine Akte zur Beantragung der Zulassung eingereicht haben, dass die Dienststellen der Wallonischen Regierung die durch vorliegenden Erlass vorgenommenen Abänderungen berücksichtigen können, damit die anhängigen Anträge unter Bezugnahme auf die durch vorliegenden Erlass gebrachten Änderungen untersucht werden können;

In der Erwägung, dass die Akten der Zulassungsantragsteller ohne diese Änderungen Gegenstand negativer Beschlüsse wären, wodurch sie keine Zuschüsse mehr erhalten würden, und die betreffenden Arbeitsplätze somit beeinträchtigt würden;

In der Erwägung, dass die durch vorliegenden Erlass gebrachten Änderungen auf keinerlei Weise weder die Untersuchung der Akten, die nicht durch Letztere betroffen sind, noch die seit dem 31. Januar 2013 vorgenommenen Verwaltungshandlungen in Frage stellen werden;

In der Erwägung, dass die auf die Artikel 2, 4°, und 5 des Erlasses angewandte Rückwirkung auf eine Übergangsphase beschränkt ist, so dass die dem Minister erteilte Abweichungsbefugnis beschränkt bleibt;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien;

Nach Beratung,

Beschließt:

*KAPITEL I — Abänderung des Dekrets vom 19. Dezember 2012  
über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe*

**Artikel 1** - Artikel 1, Absatz 1, Ziffer 9° des Dekrets vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe wird durch folgenden Buchstaben ergänzt:

"j) lokale Entwicklungsagenturen."

*KAPITEL II — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013  
zur Ausführung des Dekrets vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe*

**Art. 2** - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Januar 2013 zur Ausführung des Dekrets vom 31. Dezember 2013 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1, Absatz 1 wird der zweite Satz durch folgenden Satz ersetzt:

"Er wird vom Betriebsleiter oder gegebenenfalls von der Person unterzeichnet, die dazu befugt ist, den Eingliederungsbetrieb rechtlich zu verpflichten, wenn ein Verfahren zur Anstellung oder zum Ersatz des Betriebsleiters im Gange ist, und wenn der Antragsteller sich verpflichtet, binnen sechs Monaten nach der Zustellung der Zulassung einen Arbeitsvertrag mit dem künftigen Betriebsleiter zu schließen. Ihm wird eine Akte beigefügt, die folgende Elemente umfasst:";

2° in Paragraph 1, Absatz 1, Ziffer 12° wird die Wortfolge "oder gegebenenfalls von der Person, die dazu befugt ist, den Eingliederungsbetrieb rechtlich zu verpflichten" zwischen "des Dekrets" und "unterzeichnete" eingefügt;

3° in Paragraph 1, Absatz 1, Ziffer 14° wird die Wortfolge "bei Koexistenz" durch "bei tatsächlicher oder geplanter Koexistenz" ersetzt;

4° in Paragraph 1 wird nach Absatz 1 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Auf Vorschlag der Kommission und nach Modalitäten, die er bestimmt, kann der Minister dem Antragsteller, der einen entsprechenden, ordnungsgemäß begründeten Antrag stellt, nach den in Artikel 7, Absatz 2 vorgesehenen Bestimmungen, eine Abweichung von der Pflicht zur Übermittlung einer oder mehrerer der in Absatz 1 aufgelisteten Unterlagen gewähren."

**Art. 3** - Artikel 7, Absatz 2 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

"Die in Absatz 1, 2° erwähnte Frist kann auf begründeten und von der Verwaltung angenommenen Antrag seitens des Antragstellers um höchstens dreißig Tage verlängert werden. Nach Ablauf dieser Fristen oder ab dem Datum, an dem die Akte vollständig ist, informiert der bevollmächtigte Beamte binnen fünfzehn Tagen den Antragsteller darüber, dass die Verwaltung über eine vollständige Akte verfügt, oder aber dass die unvollständige Akte in diesem Zustand dem Gutachten der Kommission unterworfen wird, und dass es demnach dem Antragsteller obliegt, der Verwaltung so bald wie möglich die fehlenden Unterlagen, oder die begründeten Argumente zur Erklärung weswegen diese Unterlagen nicht verfügbar sind, zu übermitteln."

**Art. 4** - In Artikel 7, Absatz 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge "ab dem in Absatz 3 erwähnten Bescheid zur Vervollständigung der Akte" durch "ab diesem in Absatz 3 erwähnten Bescheid über die Vollständigkeit der Akte" ersetzt.

**Art. 5** - Artikel 8, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Satz ergänzt: "Der Minister kann ebenfalls eine Verlängerung der Frist für die Abgabe des Gutachtens der Kommission gewähren, auf begründeten Antrag der Letzteren".

**Art. 6** - Artikel 15 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Zwecks der Anwendung des in Artikel 2, § 1, 6° des Dekrets genannten Kriteriums, werden benachteiligten Arbeitnehmern gleichgestellt diejenigen Arbeitnehmer, die nicht über das Zertifikat der Oberstufe des Sekundarunterrichts oder ein gleichwertiges Diplom verfügen, und die

1° entweder Gegenstand einer Kollektiventlassung gewesen sind im Sinne von Artikel 2, § 1, Absatz 1, 6° des Dekrets vom 29. Januar 2004 über den Begleitplan für Umschulungen;

2° oder im Rahmen eines Arbeitsvertrags innerhalb des Betriebs am Tage seiner Zulassung beschäftigt waren, oder im zugelassenen Eingliederungsbetrieb aufgenommen werden, und zwar binnen sechs Monaten nach dem Ende der Tätigkeiten und damit verbundenen Arbeitsverträge:

a) einer lokalen Beschäftigungsagentur;

b) einer von der Wallonischen Region anerkannten Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht zur sozialberuflichen Eingliederung;

c) einer Dienststelle oder Einrichtung, die auf Initiative einer der unter Ziffern 1° und 2° genannten Einrichtungen oder eines öffentlichen Sozialhilfezentrums, einer lokalen Entwicklungsagentur oder einer Vereinigung von öffentlichen Sozialhilfezentren im Sinne von Kapitel XII des Grundlagengesetzes über die öffentlichen Sozialhilfezentren geschaffen wurde. ».

**Art. 7** - Die Artikel 1 bis 5 vorliegenden Erlasses werden am 31. Januar 2013 wirksam und die Artikel 2, 4°, und 5 verlieren ihre Wirkung am 31. Dezember 2014.

**Art. 8** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Mai 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203361]

**8 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het decreet van 19 november 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven en van het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013 tot uitvoering van het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven, artikelen 1, tweede lid, 2, § 1, derde en zesde lid, en 3, vijfde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013 tot uitvoering van het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven;

Overwegende dat de Waalse Regering van plan is gebruik te maken van de machtiging die haar verleend wordt krachtens artikel 1, tweede lid, van het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven;

Overwegende dat het gebruik van die machtiging gewettigd wordt door de wijzigingen aangebracht bij het decreet van 28 november 2013 tot wijziging van het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen alsook door de wijzigingen aangebracht bij het besluit van de Waalse Regering van 30 januari 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 tot uitvoering van het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen;

Dat, door de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen gelijk te stellen met plaatselijke besturen in de zin van genoemd decreet, het evenwel niet aan hen is om in het beheer van de inschakelingsbedrijven tussen te komen;

Overwegende eveneens dat de Regering met die gelijkstelling van plan is geen wijzigingen aan te brengen in de opdrachten van de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen zoals omschreven in artikel 3, eerste lid, van het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen;

Overwegende dat de Regering wenst dat de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen niet via de hen verleende toelagen deelnemen in het kapitaal van de inschakelingsbedrijven, overeenkomstig artikel 3, eerste lid, 6°, van voornoemd decreet van 25 maart 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 november 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 5 december 2013;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 20 januari 2014;

Gelet op het advies nr. A. 1167 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 27 januari 2014;



Gelet op het advies nr. 16 van de "Conseil wallon de l'économie sociale" (Waalse raad voor sociale economie), gegeven op 3 februari 2014;

Gelet op het advies nr. 55.878/2 van de Raad van State, gevraagd binnen een termijn van hoogstens dertig dagen, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, en gegeven op 23 april 2014;

Overwegende dat de bepalingen van dit besluit terugwerkende kracht op 31 januari 2013 moeten krijgen;

Overwegende dat die terugwerkende kracht bij wijze van uitzondering toegelaten moet worden omdat ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de openbare dienst (wat betreft de artikelen 2, 3, 4, van dit besluit) en voor de regularisatie van een feitelijke toestand (wat betreft artikel 1 van dit besluit);

Overwegende immers dat de Diensten van de Regering, zonder wijziging van de bij besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013 vastgelegde termijnen, die termijnen niet zouden kunnen naleven vanwege het aantal te behandelen dossiers en bijgevolg besluiten tot weigering van erkenning zouden moeten overleggen;

Overwegende dat de terugwerkende kracht voldoet aan de eisen inzake de rechtszekerheid en de individuele rechten;

Overwegende immers dat de aanvraagsters die sinds de inwerkingtreding van voornoemd decreet van 19 december 2012, met name 31 januari 2013, een erkenningsaanvraagdossier ingediend hebben, er belang bij hebben dat de Diensten van de Regering rekening kunnen houden met de bij dit besluit aangebrachte wijzigingen opdat de hangende aanvragen onderzocht kunnen worden op grond van die wijzigingen;

Overwegende dat de dossiers van de erkenningsaanvragers zonder die wijzigingen het voorwerp zouden uitmaken van negatieve besluiten waardoor ze van subsidiëring verstoken zouden zijn, met als gevolg dat de betrokken banen op de helling zouden komen te staan;

Overwegende dat de bij dit besluit aangebrachte wijzigingen de behandeling van de dossiers die er niet bij betrokken zijn, noch de sinds 31 januari 2013 gestelde bestuurshandelingen in geen geval op het spel zullen zetten;

Overwegende dat de op de artikelen 2, 4°, en 5, van genoemd project toegepaste terugwerkende kracht beperkt wordt tot een overgangsfase, waardoor de afwijkingsbevoegdheid van de Minister beperkt wordt;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit:

*HOOFDSTUK I. — Wijziging aangebracht in het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven*

**Artikel 1.** Artikel 1, eerste lid, 9°, van het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven wordt aangevuld als volgt :

« j) de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen. ».

*HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aangebracht in het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013 tot uitvoering van het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven*

**Art. 2.** In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013 tot uitvoering van het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt de tweede zin vervangen als volgt :

« Ze wordt ondertekend door het bedrijfshoofd of, in voorkomend geval, door de persoon bevoegd om het inschakelingsbedrijf juridisch te binden als een procedure tot indienstneming of tot vervanging van het bedrijfshoofd aan de gang is en indien de verzoekende partij zich ertoe verbindt een arbeidsovereenkomst met het toekomstige bedrijfshoofd te sluiten binnen zes maanden na de datum van kennisgeving van de erkenning. Ze gaat vergezeld van een dossier bestaande uit: »;

2° in paragraaf 1, eerste lid, 12°, worden de woorden « of, desgevallend, door de persoon die gemachtigd is om het inschakelingsbedrijf juridisch te binden » ingevoegd na de woorden « van het decreet »;

3° in paragraaf 1, eerste lid, 14°, worden de woorden « in geval van coëxistentie » vervangen door de woorden « in geval van effectieve of geplande coëxistentie »;

4° in paragraaf 1 wordt na het eerste lid ingevoegd :

« De Minister kan, op de voordracht van de Commissie en volgens de modaliteiten die hij bepaalt, de aanvraagster op behoorlijk gemotiveerd verzoek vrijstellen van de verplichting tot verstrekking van één of meer elementen bedoeld in het eerste lid, met inachtneming van de modaliteiten waarin artikel 7, tweede lid, voorziet. ».

**Art. 3.** Artikel 7, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De termijn bedoeld in het eerste lid, 2°, kan met hoogstens dertig dagen worden verlengd op gemotiveerd verzoek van de aanvraagster dat door de Administratie aangenomen wordt. Na afloop van die termijn of met ingang van de datum waarop het dossier volledig bevonden wordt, geeft de gemachtigd ambtenaar de aanvraagster binnen vijftien dagen te kennen dat de Administratie over een volledig dossier beschikt of dat het onvolledige dossier als dusdanig voor advies aan de Commissie zal worden voorgelegd en dat ze de ontbrekende elementen of de gemotiveerde argumenten tot verantwoording van de onmogelijkheid van de verzending van die elementen zo spoedig mogelijk aan de Administratie moet sturen. ».

**Art. 4.** In artikel 7, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « bericht van volledigheid » vervangen door de woorden « vanaf de datum van dat advies over de volledigheid van het dossier ».

**Art. 5.** Artikel 8, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt : « De Minister kan, op gemotiveerd verzoek van de Commissie, ook een verlenging van de termijn toestaan waarin ze advies zal uitbrengen. ».

**Art. 6.** Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

« Voor de toepassing van het criterium bedoeld in artikel 2, § 1, 6°, van het decreet, worden met benadeelde werknemers gelijkgesteld de werknemers die niet beschikken over een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of een daarmee gelijkgesteld diploma die :

1° of het voorwerp zijn geweest van een collectief ontslag in de zin van artikel 2, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen;

2° of krachtens een arbeidsovereenkomst tewerkgesteld waren binnen het bedrijf op de dag van de erkenning ervan of in het erkende inschakelingsbedrijf opgenomen worden binnen zes maanden na het einde van de activiteiten en de desbetreffende arbeidsovereenkomsten :

a) van een plaatselijk tewerkstellingsagentschap;

b) van een door het Waalse Gewest erkende sociaal-professionele inschakelingsvereniging zonder winstoogmerk;  
 c) van een dienst of orgaan opgericht op initiatief van één van de instellingen bedoeld onder de punten 1° en 2° of op initiatief van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een plaatselijk ontwikkelingsagentschap of een vereniging van openbare centra voor maatschappelijk welzijn bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. ».

**Art. 7.** De artikelen 1 tot 5 van dit besluit hebben uitwerking op 31 januari 2013 en de artikelen 2, 4°, en 5 houden op van kracht te zijn op 31 december 2014.

**Art. 8.** De Minister bevoegd voor Sociale Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.  
 Namen, 8 mei 2014.

De Minister-President,  
 R. DEMOTTE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
 J.-Cl. MARCOURT

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2014/00453]

#### Korpschef van de lokale politie. — Aanwijzing

Bij koninklijk besluit d.d. 25 april 2014 wordt de heer Philippe DURIEUX aangewezen in de functie van korpschef van de lokale politie van de politiezone van BERNISSART/PERUWELZ voor een termijn van vijf jaar.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2014/00453]

#### Chef de corps de la police locale. — Désignation

Par arrêté royal du 25 avril 2014, M. Philippe DURIEUX est désigné, pour un terme de cinq ans, à l'emploi de chef de corps de la police locale de la zone de police de BERNISSART/PERUWELZ.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2014/14288]

#### Personeel. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 19 april 2014, wordt Mevr. Catherine BRIXY, klasse A1 met de titel van attaché, bevorderd door verhoging naar de hogere klasse naar de klasse A2, met de titel van attaché, in het Franse taalkader, met uitwerking op 1 april 2013.

Een beroep tot nietigverklaring tegen de voormelde akte met individuele strekking kan bij de afdeling administratie van de Raad van State worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij een ter post aangetekend schrijven gericht te worden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2014/14288]

#### Personnel. — Promotion

Par arrêté royal du 19 avril 2014, Mme Catherine BRIXY, classe A1 avec le titre d'attaché, est promue par avancement à la classe supérieure, à la classe A2, avec le titre d'attaché, dans le cadre linguistique français, avec effets au 1<sup>er</sup> avril 2013.

Un recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être introduit à la section administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles, sous pli recommandé à la poste.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2014/22229]

**Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Wetenschappelijke afdeling van het Observatorium voor de chronische ziekten, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging. — Ontslag en benoeming van een lid**

Bij koninklijk besluit van 8 mei 2014, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, wordt eervol ontslag uit haar functies van lid van de wetenschappelijke afdeling van het Observatorium voor de chronische ziekten, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, verleend aan Mevr. DENEYER, Hilde.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[C - 2014/22229]

**Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Section scientifique de l'Observatoire des maladies chroniques, instituée auprès du Service des soins de santé. — Démission et nomination d'un membre**

Par arrêté royal du 8 mai 2014, qui entre en vigueur le jour de la présente publication, démission honorable de ses fonctions de membre de la section scientifique de l'Observatoire des maladies chroniques, instituée auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, est accordée à Mme DENEYER, Hilde.

Bij hetzelfde besluit, wordt de heer SAEVELS, Jan benoemd in de hoedanigheid van lid van bovengenoemde wetenschappelijke afdeling, als vertegenwoordiger van een in het Verzekeringscomité vertegenwoordigde representatieve beroepsorganisatie die de zorgverleners vertegenwoordigt, ter vervanging van Mevr. DENEYER, Hilde, wier mandaat hij zal voleindigen.

Par le même arrêté, M. SAEVELS, Jan est nommé en qualité de membre à ladite section scientifique, au titre de représentant d'une organisation professionnelle représentative représentée au Comité de l'assurance qui représente les dispensateurs de soins, en remplacement de Mme DENEYER, Hilde, dont il achèvera le mandat.